



**Soutien au personnel de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)**

**Un institut indispensable menacé de disparition car la folie nucléaire qui saisit la France ne supportera pas d'entraves**

Le ministère de la Transition énergétique a précisé, le 23 février 2023, un calendrier de la réforme du contrôle de la sûreté nucléaire qui devait prendre « quinze mois » au total. Cette réorganisation, qui reposait sur l'absorption de l'IRSN par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire), devait être amorcée *via* deux amendements au projet de loi d'accélération du nucléaire, lesquels prévoyaient la reprise par l'ASN des missions d'expertise - mais aussi de recherche- de l'IRSN.

L'intersyndicale de l'IRSN s'est fortement mobilisée contre ce projet, en manifestant à Paris le 28 février 2023 et en interpellant nos représentantes et représentants au Parlement. Lors de l'examen de la loi à l'Assemblée nationale le 15 mars, un amendement voté contre l'avis du gouvernement a permis d'annuler cette disposition criminelle d'une fusion IRSN/ASN.

Osons un parallèle avec le rôle de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) dans le domaine agricole, où un rapport de mars 2023 relève qu'une des tensions identifiées est institutionnelle. En effet depuis 2015, l'Anses est chargée non seulement d'évaluer les risques liés à certains produits (pesticides, biocides, médicaments vétérinaires), mais aussi de leur régulation. Elle encadre leurs usages, accorde ou non les autorisations de mise sur le marché ou édicte leur retrait. Avant 2015, c'est la direction générale de l'alimentation, au ministère de l'agriculture, qui était chargée de cette mission. Pour les rapporteurs, ce mélange des genres imposé à l'agence contribue à « l'érosion de sa crédibilité ».

Parce que nous savons que cette victoire législative pourrait n'être que temporaire, parce que nous identifions toutes les dérives institutionnelles associées au mélange des genres entre expertise et décision, SUD recherche apporte tout son soutien à l'intersyndicale de l'IRSN.